



Déclaration des élus de la FSU Dordogne

**Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,**

A quelques mois des présidentielles, des candidats déclarés multiplient les déclarations fantaisistes sur les enseignements, perpétuent leurs redondantes manipulations de la laïcité et mettent à mal le statut de fonctionnaire, dans son ensemble.

Ces déclarations, ces erreurs, ces approximations montrent à quel point l'Éducation Nationale est indispensable pour former des citoyens, cultivés, formés à l'esprit critique et capables de porter la contradiction, et ce, grâce à l'enseignement qu'ils pourraient recevoir. Mais les conditions dans lesquelles il se réalise désormais ne le permettent plus.

A la FSU, nous sommes demandeurs de réponses à des questions bien simples :

→ Quel bilan de la Refondation de l'École ? Pour nous, il n'a toujours pas été établi.

→ Quelles améliorations au niveau des résultats des élèves ? Au niveau de leur bien-être ? Au niveau des conditions de travail, cette dernière question pourrait également s'appliquer aux personnels.

En observant les différentes études, les difficultés des élèves demeurent, voire s'accroissent, les écarts se creusent et la France occupe toujours le fond des classements.

Quant aux personnels, toujours plus de pression, une charge de travail accentuée et de nombreux collègues qui se retrouvent en souffrance. L'entrée dans le métier est difficile, les carrières s'allongent et aucune possibilité n'est offerte aux collègues pour l'aménagement de fin de carrière. Nous constatons hélas, l'accroissement du phénomène de la souffrance enseignante.

Dans le premier degré d'abord : nous éclairons nos questions grâce au rapport annuel de l'OCDE publié le 15 septembre. Celui-ci rappelle que la France investit moins dans l'école primaire que la moyenne des pays de l'OCDE. Le budget de l'école primaire est aujourd'hui de 28% inférieur au budget moyen des onze pays comparables au nôtre, qui réussissent bien mieux en terme de performance globale du système éducatif mais surtout en terme de lutte contre les inégalités. Et l'on comprend bien pourquoi : ce retard budgétaire structurel impose à notre pays des classes aux effectifs plus chargés qu'ailleurs, tout particulièrement en éducation prioritaire, et des salaires, après 15 ans de carrière, encore largement en dessous de la moyenne des pays de l'Union Européenne.

Rattraper ces retards pourrait aussi améliorer la prise en compte de la ruralité. Nous voyons hélas le service public d'éducation reculer dangereusement dans notre département, laissant la place parfois à l'école privée. Cette réflexion s'impose pour l'ensemble des services publics.

Ces revalorisations doivent être mises en relation avec des réformes passées, présentes et sans doute à venir. Une réforme du lycée et de ses programmes est promise à l'image de celle majoritairement, contestée, du collège. Nous ne développerons pas à nouveau nos arguments contre la réforme du collège. Vous les connaissez et nous ne parviendrons, hélas, pas à nous convaincre mutuellement. Mais vous ne pouvez nier la souffrance qui existe dans les établissements scolaires à cette rentrée. Elle résulte de :

- la mise en place simultanée des programmes sur les 4 niveaux, trop souvent sans les manuels commandés, existants, voire édités en grande quantité ;
- des pressions locales exercées pour rendre compte de l'AP et des EPI pourtant intégrés aux horaires disciplinaires ;
- de la mise en place du Livret Scolaire Unique Numérique (LSUN), invoquée -jusque dans

certaines formations disciplinaires et en dépit des textes- pour imposer verticalement des modalités d'évaluation qui pourraient être discutées ;

- une souffrance accrue quand nos collègues découvrent l'inclusion d'élèves pré-orientés en Segpa, finalement privés de l'enseignement adapté auxquels ils avaient droit. Et nous ne parlerons pas de cette minorité d'établissements où la mise en place d'emplois du temps trimestriels ou semestriels compromet la continuité pédagogique.
- des compléments de services qui touchent particulièrement, dans notre département, les enseignants d'Allemand. Certains ont demandé des temps partiels pour éviter un troisième établissement, et ce, malgré le maintien des moyens pour faire passer la réforme.

Jamais par ailleurs nous n'avons eu autant de personnels nous interrogeant en vue d'une reconversion professionnelle ou faisant appel au CHSCT.

En ce qui concerne l'EPS, la rentrée de 2016 ressemble à celles passées... beaucoup de TZR en juillet, mais ils sont quasiment tous en poste en septembre. Le potentiel de remplacement ne sert à rien, et des contractuels sont donc employés. Cette situation est, pour nous, liée à des arrêts issus de la souffrance physique et morale au travail, à un nombre de BMP important et donc à des créations de postes qui ne se font pas. Parmi les exemples, une collègue se voit refuser en septembre un passage à 80 % sous prétexte qu'elle ne s'est pas assez « arrêtée » en 2015/2016 (en arrêt en septembre). Des heures sont nécessaires au lycée Laure Gatet et au lycée Albert Claveille... aucun poste créé...

Un autre point interpelle le SNEP-FSU. La situation ubuesque d'une collègue nommée au début juin, sur des moyens définis en mars et qui finalement se retrouve sans heure à faire sur l'établissement en juillet...

En LP, nous nous réjouissons que les effectifs constatés soient supérieurs aux prévisions. Mais nous sommes très inquiets de la baisse constatées dans les 2 lycées professionnels ruraux et en particulier celui des métiers du bâtiment. Nous regrettons que la proposition faite à de multiples reprises par l'équipe enseignante, à savoir la création d'un baccalauréat professionnel finition, n'ait pas été étudiée.

Dans les CIO, la rentrée s'est faite dans un climat d'espoir par rapport à la création du nouveau corps des Psychologues de l'Education Nationale. Nous avons entendu la volonté de notre Ministre, lors de son discours en septembre, à replacer la psychologie au centre du système éducatif et en faire une priorité. Toutefois, sur le plan académique, les équipes de CIO ont affronté la rentrée avec perplexité face à des procédures et des modalités d'accompagnement ou d'affectation des divers publics toujours plus opaques. Dans les établissements, la rentrée s'est également faite dans un flou total quant à la réforme du collège et, notamment, le Parcours Avenir dans lequel les COP-sy doivent intervenir. Les équipes ont alors le désagréable sentiment de devoir fournir le contenu d'une réforme lancée à la va-vite.

Nous voulons aussi revenir sur la situation de l'EREA de Trélissac afin de savoir où en est la situation des personnels (administratifs, territoriaux et enseignants) ainsi que des élèves. Une réflexion commune du CTSD, s'appuyant sur les conclusions du CHSCT et du rapport de la ClimSco serait souhaitable.

Et ce n'est pas la réforme de l'évaluation en cours de discussion qui va améliorer les choses : non seulement, les promotions sont encore connectées à cette évaluation, mais les modalités initialement prévues ne nous conviennent pas, car elles sont inadaptées à la réalité de nos métiers.

À cela s'ajoutent les effectifs en lycée. En classe de seconde, ces derniers demeurent bien trop chargés : les divisions à 35 élèves sont devenues une norme, pour nous inacceptable. De plus, le ministère de l'Éducation Nationale ne pouvait ignorer l'impact de la fin du doublement en seconde sur les effectifs des classes de 1ère notamment dans les séries technologiques. Il ne pouvait ignorer non plus celui du droit aux élèves de terminales à doubler dans leur établissement. Cette mesure a suscité l'explosion des effectifs dans certaines classes où l'afflux d'élèves fragiles ne sera pris en compte à la hauteur des exigences du Service Public d'éducation.

Nous ne pouvons oublier la crise du recrutement qui, couplée à la situation catastrophique du remplacement, font de cette rentrée une rentrée sous haute tension dans les établissements. Bien sûr, vous invoquerez – pour ce dernier point – l'absence de vivier. Mais pourquoi ce manque d'enseignants ?

Tout simplement par manque d'attractivité pour des métiers devenus difficiles, des métiers aux salaires trop peu concurrentiels par rapport aux propositions faites par le secteur privé aux niveaux bacs + 5. Et ce n'est pas les dernières déclarations de notre ministre de tutelle qui va nous rassurer : l'analyse des viviers devra se faire en fin de licence.

La FSU a des propositions pour tenter d'inverser une tendance qui met en péril l'avenir de l'École et des valeurs républicaines. La première de ces propositions et la plus facile à appliquer, c'est d'écouter les personnels qui sont sur le terrain, leur faire confiance dans leur analyse et arrêter les réformes imposées par le haut et déconnectées de la réalité.

Nous terminerons en rappelant que l'éducation est un droit pour tous et qu'il va donc falloir envisager partout sur notre territoire l'accueil des mineurs, issus de l'immigration.

Les représentants de la FSU